

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 70

p.a.f. 0,60 € - avril 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

## Face à la faillite du système capitaliste : renouer avec la perspective révolutionnaire du mouvement ouvrier

Dans ce numéro:

*L'égalité des femmes passera par la lutte contre le capitalisme*

*Volvo Trucks Gent : La grève paye*

*Delhaize : ça craque*

*Dans le monde : la barbarie continue*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar



## **Du sang sur les murs...**

Le nouveau centre commercial de Charleroi « Rive Gauche » vient d'être inauguré. Comme tous les palais, il a été construit avec le sang des exploités. Plusieurs dossiers de l'Auditorat du Travail, de l'inspection sociale et des syndicats font état de « trafic d'êtres humains », « non respect de la législation en matière de rémunération », « infraction aux règles de sécurité » : la liste des méfaits est longue.

Le géant du BTP Eiffage, et son ancrage belge, Valens, ont organisé une chaîne de sous-traitance pour contourner les législations censées protéger les travailleurs. Des journées de 10 heures, des semaines de six jours, ont alterné avec les périodes d'inactivité non rémunérées.

Les travailleurs, d'origine égyptienne, roumaine ou portugaise, employés par des sous-traitants italiens, n'avaient souvent même pas eu droit à des permis de séjour en règle : difficile de protester ou d'obtenir une indemnisation du chômage... ou de la mutuelle en cas d'accident (nombreux).

Et comme toujours, ceux qui ont construit la merveille n'y mettent jamais le pied pour faire du shopping.

## **Et maintenant un miracle**

Il reste un grand problème à Paul Magnette, fier comme un coq wallon de son bijou de la rive gauche : comment faire revenir le chaland dans le piétonnier commerçant de la rue de la Montagne. Mais la réponse est la même que pour les centres commerciaux de Ville 2 (Charleroi), City Nord (Gosselies) ou Belle fleur (Couillet) : difficilement.



Les ouvriers du chantier en réunion

Exploiter des travailleurs portugais ou roumains sur le chantier de Rive gauche, c'est une chose, multiplier les consommateurs à Charleroi quand les entreprises peuvent licencier sans aucune entrave, c'en est une autre.

## **Les travailleurs de Publifin manifestent**

Vendredi, 10 mars, plusieurs centaines de travailleurs de Publifin et Nethys ont manifesté devant le parlement wallon à Namur où la commission d'enquête parlementaire tenait séance.

Ils ont bien raison de se faire entendre, car leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail, sont le dernier des soucis des politiciens toujours au service des patrons et aujourd'hui très préoccupés par leur image.

## **Qui sommes-nous ?**

*Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.*

*Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.*

*De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

*Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.*

*Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.*

### **Pour nous contacter:**

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be),

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

### **Site internet :**

<http://www.lutte-ouvriere.be>

### **Abonnements:**

**Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)**

**Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)**

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte  
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1  
avec la mention : abonnement VdT  
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be))

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.



## **Le Parti socialiste en crise... comme le capitalisme**

C'est la panique au sein du parti socialiste wallon. Le discrédit est tel que, selon les derniers sondages, il risquerait de perdre sa position de premier parti de Wallonie qu'il tient depuis plus d'un demi-siècle... et le PTB se hisserait à la seconde place. Mais on est encore loin des élections et souvent les sondages se trompent !

Les révélations sur le scandale Publifin, des notables PS qui se servent dans les caisses publiques au détriment de la population, des revenus d'un million d'euros par an, alors que le PS impose l'austérité à la majorité de la population, tout cela amènera beaucoup d'électeurs à se détourner du Parti socialiste.

C'est qu'à force de participer à des gouvernements au service de la bourgeoisie, les dirigeants du PS ont fini par se comporter en bourgeois à qui tout est dû, qui ne voient aucun problème à se servir sur les biens publics pour s'en mettre plein les poches, en manifestant un profond mépris pour les travailleurs.

C'est comme cela que fonctionne tout le capitalisme : ceux qui fabriquent tout, qui font tout fonctionner dans la société, qui sont indispensables, sont ceux qui gagnent le moins... et encore quand ils ont un travail. Quant à ceux qui n'ont eu que la difficulté de naître au sein d'une famille capitaliste, ils héritent des capitaux, des entreprises et du droit de ponctionner des milliards de profits sur le dos de la population. Les notables du PS ne sont que leurs larbins bien payés.

Car il n'y a plus que le nom qui peut rappeler ce qui était le but des partis socialistes au 19ème siècle : le socialisme. Ils ne courraient pas vers des postes de ministres au service des bourgeois, non, ils prônaient l'organisation des travailleurs au niveau international et leur prise de conscience de la nécessité du renversement du capitalisme pour bâtir une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Face à cette classe ouvrière organisée, la bourgeoisie fut obligée de céder du terrain. Bien des réformes qui amélioreraient la condition ouvrière furent obtenues.

Vers la fin du 19ème siècle, un courant du mouvement socialiste tournait le dos à cette perspective révolutionnaire et se limitait à des réformes dans le cadre du capitalisme.

En 1914, pour se partager les colonies, les bourgeoisies françaises, anglaises et allemandes

plongèrent le monde dans un massacre mondial. Ces dirigeants réformistes des Partis socialistes rallièrent leurs bourgeoisies respectives et appelaient les travailleurs à la guerre ! Ils trahissaient les travailleurs en se mettant au service du capitalisme.

Depuis lors, les possédants de ce monde ont toujours pu compter sur les Partis socialistes quand il s'agissait de trahir les travailleurs pour maintenir l'ordre capitaliste.

Ils ont contribué, aux côtés des gouvernements capitalistes, à isoler la révolution ouvrière de 1917 en Russie, à imposer une guerre civile meurtrière, à affamer la population russe soumise au blocus, ce qui amena la dictature de Staline, sur le Parti communiste et toute la population.

Le prix à payer fut une 2ème guerre mondiale pour se partager les colonies. Les capitalistes envoyèrent une nouvelle fois s'entretuer des millions de travailleurs et de paysans.

Avec dix ou vingt années d'embellie en Europe, en partie due à la reconstruction de ce que la guerre avait détruit, et surtout au pillage du tiers monde, une ère de prospérité sembla s'installer. Les Partis socialistes répandirent l'illusion que c'était grâce à eux.

Mais dès les années 70, le capitalisme s'enfonça dans de nouvelles crises. Fermetures d'usines, politiques d'austérité, privatisations des services publics, baisse des salaires... la bourgeoisie intensifia ses attaques contre les travailleurs pour reprendre ce qu'elle avait cédé les décennies précédentes. Et les Partis socialistes, aidés par les appareils syndicaux, participèrent à ces politiques anti-ouvrières, s'ils ne se chargèrent pas eux-mêmes à les mettre en œuvre.

L'illusion propagée par les Partis socialistes qu'il peut y avoir un terrain d'entente avec le patronat, est bafouée par la réalité de la crise. Pour faire face à ce système en faillite qui, malgré toutes les avancées technologiques de ces dernières décennies plonge l'humanité dans la barbarie, il ne suffira pas de bulletins de vote. Il faut lui opposer la perspective qui était celle des premiers socialistes : le renversement du capitalisme !

Ce ne sont pas les députés qui ont le pouvoir, mais ceux qui possèdent les capitaux et les entreprises. C'est pour cela qu'il faudra finir par les exproprier, ce que peuvent faire les travailleurs organisés et conscients.



## Volvo Trucks Gent : la grève paye !

Du 14 au 17 mars, après plusieurs débrayages depuis fin février, l'usine Volvo Trucks à Gent était à l'arrêt pour cause de grève. La charge de travail est devenue insupportable et la flexibilité est toujours à sens unique : les travailleurs doivent poser leurs congés plusieurs mois à l'avance, mais la direction peut les annuler au dernier moment. Il s'y ajoute que, faute d'investissements, le travail se fait avec du vieux matériel, parfois dangereux, et qui ne permet pas de tenir les cadences imposées.

Trois propositions de la direction pour faire reprendre le travail ont été rejetées par les travailleurs. Le 2ème jour de grève, ce sont les managers suédois en personne qui ont rappliqué. Finalement, il a fallu que la direction concède une baisse des cadences de 10% jusqu'à ce que les autres promesses soient devenues effectives, notamment l'embauche de 50 travailleurs par équipe et le remplacement d'une quarantaine de vieux clarks. Et encore, ce n'est qu'une petite majorité de 57,51% des effectifs qui a approuvé la proposition. Et il y a eu plus de votants que dans les votes précédents : est-ce qu'en faisant voter

plus de non-grévistes que la direction a fait pencher la balance ?

Les travailleurs sont fiers de leur grève qui a payé. Ils seront très attentifs quant à la tenue des promesses de la direction de Volvo. Une grève à 57% des effectifs, et même moins, peut toujours faire son effet !



Les travailleurs de Volvo Trucks, nombreux au piquet...

### Grève chez Brico Plan-it

Samedi 11 mars, les travailleurs des Brico Plan-IT de Ghlin (près de Mons), d'Haine Saint-Pierre (La Louvière) et de Froyennes, ont fait une action de grève.

Ils protestent contre l'annonce par le groupe de suppressions d'emplois et d'une aggravation de leurs conditions de travail. La direction veut supprimer une centaine d'emploi par non remplacement des départs en retraite, nombreux les prochaines années. Et les travailleurs restants devraient travailler plus pour les remplacer ! Ils devraient accepter davantage de flexibilité et de polyvalence en travaillant sur l'ensemble des rayons d'un magasin. Les directions veulent avoir le droit de muter le personnel sur d'autres magasins selon leurs besoins.

En plus le groupe veut imposer la suppression de deux primes équivalant à une perte de 818 € annuellement pour un temps-plein, la suppression du paiement des quarts d'heure de pause et la rémunération des dimanches à 200 % au lieu de 300% aujourd'hui.

Le groupe ne cache pas qu'il fait des bénéfices, mais il veut encore les augmenter sur le dos des travailleurs !

### Durobor: assez des sacrifices pour les travailleurs!

Faute de réserves de trésorerie, les travailleurs de la gobeletterie Durobor à Soignies ont connu deux semaines de chômage économique. Depuis la restructuration de 2011, ces travailleurs ont subi une diminution de 19% de leur salaire, une perte encore aggravée par les périodes de chômage économique et la perte de primes, notamment celles liées aux jours fériés et aux week-ends. Certains d'entre eux ont même été licenciés puis réembauchés en tant qu'intérimaire pour le même poste de travail.

De leur côté, les actionnaires du groupe Décover, repreneurs de l'entreprise en 2011, n'ont jamais investi dans l'entreprise, laissant la Région Wallonne, à travers la SOGEPa, assumer seule le financement de 15 millions € pour la construction d'un nouveau four. Au fil du temps, la SOGEPa est devenue l'unique actionnaire, les deux actionnaires de Décover, Guy Kuipers et Frédéric Jouret, se transformant en simples « administrateurs délégués »... très bien payés.

Aujourd'hui, les responsables de la SOGEPa et le ministre wallon de l'économie, Jean-Claude Marcourt, disent chercher un nouvel investisseur et prétendent éviter de nouveaux sacrifices pour les travailleurs.

Mais depuis les années 90, la Région Wallonne a toujours tenté de résoudre les problèmes de l'entreprise par des suppressions d'emplois, voire des baisses de salaires, dans l'espoir d'attirer des investisseurs. Pour y arriver, les patrons, les banques, les responsables politiques, les juges des tribunaux de commerce et jusqu'aux permanents syndicaux, ont toujours fait alliance contre les travailleurs de Durobor, et ceux-ci ne peuvent pas l'oublier !



## Audi / VW

### Les parasites !

Malgré des dépenses exceptionnelles liées aux suites du scandale des moteurs diesel truqués, le groupe VW a renoué avec les profits en 2016, et pas les moindres : 5,14 milliards d'euros net.

Et si les dividendes distribués aux actionnaires avaient été réduits en 2015, ils renouent aujourd'hui avec leur niveau de 2011 : plus d'un milliard d'euros distribués aux actionnaires, dont près de la moitié pour les seules familles milliardaires Porsche et Piëch.

En face de cela : 30.000 suppressions d'emplois annoncées dans le groupe et une charge de travail accrue. Pourtant, de toutes ces richesses, aucune n'existerait sans les travailleurs !

### Une politique méprisable

Selon les chiffres publiés par l'Office national de l'emploi, 37 000 personnes ont été exclues des indemnités de chômage en 2016. Il s'agit surtout de chômeurs habitants des régions où beaucoup d'entreprises ont fermé, comme dans le Limbourg, en Flandre, ou évidemment les anciennes régions industrielles du bassin de la Meuse, en Hainaut et dans la province de Liège. Il s'agit en majorité de femmes (58%), pénalisées sur le marché du travail par leurs responsabilités et leurs charges de mères. Des chiffres qui démontrent que ces travailleurs sont sanctionnés pour des raisons sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle.

### Les travailleurs de Belref se font entendre

Vendredi 15 mars, les travailleurs Belref, à Saint-Ghislain, sont venus à Mons pour dénoncer le plan de suppression d'emplois qui les menace. S'adressant aux passants et aux automobilistes devant le siège de Belfius et d'ING, ils ont expliqué que leur patron, Domenico Leone, veut supprimer 56 emplois sur 68.

L'usine de produits réfractaire Belref est en procédure de réorganisation judiciaire. Le patron veut utiliser une procédure de faillite pour laisser le fond de fermeture payer les indemnités légales de licenciements des travailleurs. Mais en même temps, il négocie avec les banques ING et Belfius un montage financier pour créer une nouvelle entreprise avec maintien du volume de la production au niveau actuel. Seuls une dizaine de travailleurs conserveraient un CDI... la production serait assurée par un recours à des intérimaires.

Les travailleurs Belref ne sont pas dupes, et ils sont décidés à ne pas accepter de se retrouver en tant qu'intérimaire à leur poste de travail, après 30 à 35 ans de service !

## Delhaize: ça craque

Après le Delhaize de Hornu, c'est dans une quinzaine de succursales Delhaize que le mouvement de grève s'est poursuivi les vendredi 16 et samedi 17 mars, et dans une dizaine encore le lundi 19.

Après la restructuration annoncée en

2014 et la suppression de 1300 postes, ce sont parfois 20 travailleurs en moins par magasin. Comme l'a expliqué une gréviste sur un piquet : « on te demande de préparer les sandwiches, et à peine tu as commencé, on t'appelle ailleurs et tu dois tout

laisser en plan. On devient des bouche-trous permanents. » Prendre une pause – qui depuis la restructuration, n'est plus payée – devient une gageure.

Mais les travailleurs sont inquiets aussi. Il est devenu impossible de tout faire. Parfois, les marchandises attendent derrière, faute de personnel pour les mettre en rayon et les clients ne trouvent pas les articles qu'ils cherchent. Sous prétexte d'un chiffre d'affaire en baisse de 2,6%, la direction refuse même d'embaucher des intérimaires ou des étudiants.

Mais sous ces conditions, le chiffre d'affaire ne peut que baisser et il est impossible de toujours compenser les décisions aberrantes des actionnaires qui ne pensent qu'à s'enrichir. Alors, ça ne peut pas continuer comme ça !





## La loi baisse les salaires, mais pas les dividendes

Le 7 mars, le parlement fédéral a approuvé une réforme de la loi de 1996 sur les salaires, qui va dans le sens d'une aggravation des mécanismes légaux pour permettre aux patrons de bloquer, voire baisser les salaires.

Depuis son entrée en application, la loi de 1996 a pourtant contribué à réduire à presque zéro les augmentations de salaires en Belgique.

La norme salariale, la loi qui impose un maximum à l'augmentation des salaires, est passée progressivement de 6,10 % pour la période 1997-98 à 5 % en 2007-2008, puis 0 % en 2013-2014. Mais la réalité de l'évolution des salaires était en deçà.

Pour la période 2015-2016, où la norme était fixée à 0,8%, les salaires réels ont baissé en Belgique, selon une étude des syndicats européens.

Aucune loi fédérale n'interdit par contre aux entreprises d'augmenter leurs profits, ni de verser des dividendes plus élevés. Sur ces 10 dernières années, les 1 000 plus grosses entreprises ont accaparé chaque année 40 milliards des bénéfices en moyenne... dont la moitié pour les seules entreprises du Bel 20.

Sur ces profits, 30 à 70 %, selon les années, ont été utilisés pour verser des dividendes aux actionnaires.

### De l'argent, il en a... dans les caisses du patronat

Les sociétés du Bel 20 ont réalisé plus de 15 milliards de bénéfice en 2016 en hausse de 3,2% par rapport à 2015. Et alors que la majorité de ces sociétés ont annoncé une baisse de leurs profits par rapport à l'année précédente, les actionnaires recevront pour la plupart d'avantage de dividendes.

Ces profits et ces dividendes sont créés par le travail de milliers de travailleurs, c'est aux travailleurs qu'ils devraient revenir !

### Les tiques... capitalistes

Les familles de Mevius et de Spoelberch, gros actionnaires du groupe ABInbev, sont les plus grandes fortunes de Belgique... et aussi celles qui profitent le plus des cadeaux fiscaux réservés aux 50 grandes entreprises qui payent moins de 3% d'impôts sur leurs bénéfices.

Pourtant, ces familles se préoccupent beaucoup de l'avenir de l'éducation et des maisons de repos. Au point d'y consacrer un fond d'investissement spécial : Verlinvest.

Chaque année, des millions d'étudiants indiens sortent des études secondaires, mais il manque d'universités en Inde ? Verlinvest, par ses investissements, veut leur vendre des cours privés via des smartphones.

Chaque année, en Chine, des dizaines de millions de personnes âgées doivent être prises en charge ? Verlinvest rachète des maisons de repos dans ce pays et en fait construire en misant « sur un beau potentiel de croissance ».

Les capitalistes rentiers ne veulent pas payer d'impôts, mais à l'inverse, ils veulent que les populations les payent pour avoir la possibilité d'étudier ou de prendre soin des vieux.

### Le prix secret des médicaments

Pendant que Maggie de Block, sous prétexte de déficits budgétaires, prive des milliers de malades des soins leur procurant un certain confort de vie, une étude britannique a révélé que ces cinq dernières années, les entreprises pharmaceutiques ont fait augmenter les prix des médicaments contre le cancer entre 100 et 1000% !

Ces chiffres sont invérifiables en Belgique, car les prix des médicaments de dernière génération contre le cancer, négociés derrière des portes closes entre la firme pharmaceutique et la ministre, sont tenus top secrets !

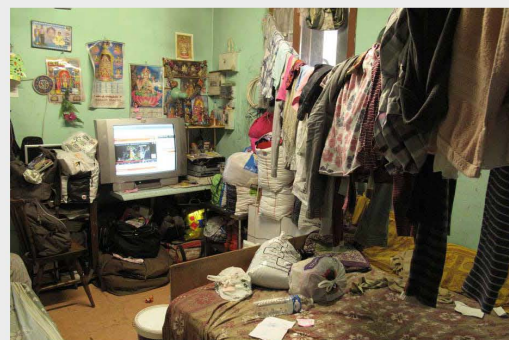
#### La maladie de la pauvreté

1000 cas de tuberculose sont diagnostiqués chaque année en Belgique. La tuberculose est une maladie guérissable qui est cependant en recrudescence depuis les années 80. La pauvreté, les mauvaises conditions de logements, ainsi que les difficultés d'accès aux soins pour les immigrés en sont la cause.

Pour en finir avec les maladies guérissables, il faudra avant tout en finir avec la maladie qu'est le capitalisme !

Alors, c'est qui qui vit au-dessus de ses moyens ? Les malades ou les actionnaires des firmes pharmaceutiques qui ont vu leurs dividendes augmenter d'année en année (+100% en 10 ans pour GSK ou Roche) ?

Avant d'imposer des économies aux malades, il serait sain d'obliger ces firmes pharmaceutiques à dévoiler leurs comptes et d'amputer les dividendes ! La société s'en porterait mieux.



Des logements qui rendent malade



## L'égalité des femmes passera par la lutte contre le capitalisme

La journée du 8 mars, journée internationale des femmes, est l'occasion de ressortir le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes. Un principe bafoué 365 jours par an partout sur la planète, y compris dans les pays riches et développés qui brandissent le principe de « l'égalité entre hommes et femmes ».

Ce sont bien sur les femmes dans les pays pauvres qui subissent le plus durement la violence d'une organisation de la famille et de la société basée sur l'oppression matérielle et morale des femmes. Vendues comme une marchandise, mutilées souvent, battues, violées, défigurées au vitriol, mises à mort par des « crimes d'honneurs » : quelle cortège d'horreurs les hommes ont-ils inventés pour soumettre les femmes à l'esclavage domestique !

Et si, dans les pays riches, la situation des femmes a pu s'améliorer, c'est avant tout grâce à leurs luttes ! Faut-il rappeler que ce n'est qu'en 1948 que les femmes obtinrent le droit de vote en Belgique, en 1976 seulement le droit d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation du mari ! Et qu'il a fallu de grandes grèves de femmes, notamment celle de 1966 à la Fabrique nationale de Herstal, pour que l'égalité des salaires devienne au moins un sujet de débat.

Aujourd'hui, l'égalité des salaires est garantie par la loi... sur le papier. En pratique, les travailleuses en Belgique gagnent 23% de moins que les hommes, un chiffre comparable à ceux des autres pays européens. Les raisons sont nombreuses. Mais c'est surtout dû au fait que 41 % des femmes travaillent à temps partiel... pour un salaire partiel.

Pourtant, 92% de ces travailleuses souhaiteraient avoir un emploi à temps plein. Mais les secteurs de la distribution, du nettoyage, de l'horeca, prospèrent justement sur le travail à temps partiel, et ces entreprises font leur profit de la productivité et de la flexibilité de ces salariées.

La loi censée garantir l'égalité des salaires entre hommes et femmes ne résiste pas dans la guerre pour le profit que mène le patronat contre l'ensemble des travailleurs, pas plus que la loi censée garantir le « droit au travail ».

Mais cette année, le 8 mars est aussi le centième anniversaire de la révolution russe de 1917. L'occasion de se souvenir de cette révolution déclenchée par les ouvrières qui, ce 8 mars-là (le 27 février d'après l'ancien calendrier), en pleine guerre mondiale, manifestaient dans un contexte où c'est le pain et la nourriture qui leur faisaient défaut. Leur formidable mobilisation a vite entraîné les hommes et n'a mis que trois jours pour faire s'effondrer le pouvoir tsariste vieux de plusieurs siècles. C'était le début d'une révolution qui allait porter les travailleurs au pouvoir pour la première fois dans un immense pays et a ébranlé le pouvoir capitaliste au niveau mondial.

Grâce aux conseils d'ouvriers et de soldats – les soviets – élus, révocables et contrôlés par les travailleurs, la classe ouvrière s'est emparée de toutes les questions de la société et les femmes y ont pleinement pris part.

En quelques mois, les ouvrières ont imposé, dans un des pays les plus arriérés du monde en matière de droits des femmes : le droit de vote, l'égalité juridique et politi-

que avec les hommes, le mariage civil et le droit au divorce, la responsabilité des deux parents pour l'entretien des enfants, 16 semaines de congé de maternité payés, le droit à l'avortement, les crèches, les écoles, les dispensaires de soins accessibles aux travailleurs... et un profond changement dans l'attitude des hommes par rapports aux femmes en général.

Il fallut souvent des dizaines d'années pour que la situation des femmes dans les pays capitalistes finisse par s'aligner sur ces droits, au moins sur le papier, et ce fut là encore le résultat de combats menés par les femmes.

Même la dictature stalinienne en URSS n'a pas pu effacer toutes les avancées obtenues par les femmes. C'est depuis que les pays de l'ex-Union soviétique rebasculent vers le capitalisme que les femmes subissent les reculs les plus brutaux de leurs droits, par rapport à ce qu'ont connu leurs mères et grand-mères, y compris le retour du dictat religieux des popes.

Le capitalisme a besoin de l'oppression des femmes, comme il a besoin de l'oppression en général pour maintenir un système où une minorité s'enrichit sur le dos de la majorité. Aux débuts au 19ème siècle les patrons du textile se sont servis du travail des femmes et des enfants pour baisser les salaires en-dessous du seuil minimum de survie. Depuis, les capitalistes ont souvent dû reculer devant la détermination des luttes des ouvriers et des ouvrières, mais ils accentuent à nouveau leur exploitation chaque fois que les travailleurs baissent la garde.

C'est pour cela que ces luttes restent d'actualité.



## La famine tue alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses !

L'ONU vient d'annoncer que le monde était au bord d'une crise humanitaire majeure, la pire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : 20 millions de personnes (2 fois la population de la Belgique) sont sur le point de mourir de faim dans 4 pays (Nigeria, Sud Soudan, Somalie, Yemen).

L'ONU déclare avoir besoin de 4,4 milliards avant fin juillet. A peine plus, que le budget de remplacement des F16 de l'armée belge ! A peine un tiers des bénéfices réalisés par les 20 sociétés de l'indice de la Bourse de Bruxelles en un an !

Si des millions d'êtres humains souffrent encore de la famine aujourd'hui, alors que l'on produit assez pour nourrir toute l'humanité,

c'est parce qu'une poignée de capitalistes dirigent toujours l'économie dans leur seul intérêt, engendrant les guerres et la misère.



## La barbarie continue

L'attentat de Londres, qui a fait 3 morts, et de nombreux blessés a rappelé l'horreur et la barbarie de ces attentats terroristes. Le même jour, un attentat suicide a fait au moins 4 morts au Nigéria dans un camp de réfugiés. La veille, 5 morts dans un attentat à Mogadicio en Somalie. Le 20 mars, 15 personnes ont été tuées dans une explosion à Bagdad et le 11 mars, un attentat a fait 74 morts à Damas en Syrie.

Les foyers de guerre se sont multipliés, la misère s'est étendue et les bandes djihadistes ont essaimé. Les populations de nombreuses régions sont prises en étau entre les milices islamistes et les interventions militaires des grandes puissances.

A bas l'ordre impérialiste !

## Pyongyang vend des esclaves. Qui les achète ?

50 000 travailleurs nord-coréens sont loués par le régime à l'étranger, pour travailler dans les secteurs du textile, de la mine et de la construction, rapportant à leur état 1 à 2 milliards \$ par an. Payés par qui ?

En Pologne par exemple, 800 entreprises européennes, américaines ou asiatiques emploient des travailleurs nord-coréens. Les passeports de ces travailleurs sont conservés par l'employeur. Leurs conditions de travail sont particulièrement pénibles : 12 heures par jour, six jours par semaine. Elles sont aussi dangereuses. L'un de ces travailleurs est mort brûlé récemment, parce que son patron lui avait fourni un vêtement de travail en fibre synthétique pour effectuer un travail de soudure.

Les gouvernements et media occidentaux dénoncent la dictature sanglante en Corée du Nord, mais pas le quasi esclavage des travailleurs nord-coréens par les firmes occidentales.

## Brexit: la facture aux classes populaires

En Grande-Bretagne, l'inflation depuis le vote sur le Brexit est repartie à la hausse : 2,3 % en février sur un an. Elle est due principalement à la baisse du cours de la Livre sterling, près de 12% par rapport à l'euro. Pour les classes populaires, cela s'est traduit par l'augmentation des prix des produits alimentaires et du carburant en particulier.

Les démagogues qui veulent faire croire que le repli derrière les frontières nationales (ou régionales) protège les travailleurs, sont des menteurs qui veulent détourner la colère des travailleurs des vrais responsables de leurs problèmes: la bourgeoisie et les grands patrons.

Les travailleurs payeront le prix fort, s'ils se laissent prendre dans le piège nationaliste.



## « Le capitalisme porte la guerre comme la nuée l'orage » (Jean Jaurès)

Le gouvernement suédois va réintroduire le service militaire obligatoire, supprimé en 2010. Le gouvernement Trump s'est quant à lui engagé à une augmentation de 9% des dépenses militaires, bien que le budget militaire des USA soit déjà plus élevé que la somme des budgets des dix suivants. Et les diplomates américains insistent pour une augmentation des dépenses de leurs alliés de l'OTAN.

Les dirigeants du capitalisme réservent une place pour nos enfants dans les cimetières de leurs guerres précédentes.